

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURL SOR ENERGIES

213 Cours Victor Hugo
33130 Bègles

Références : 81-CRARC-2026-81
Code AIOT : 0006809970

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement EURL SOR ENERGIES implanté Lieu-dit Plô du Millet 81110 Arfons. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du chantier de renouvellement des éoliennes des parcs éoliens de Sor Energies et Arfons Energies situés sur la commune d'Arfons. Plusieurs inspections sont prévues tout au long du déroulement du chantier afin de vérifier le respect des exigences réglementaires au cours du démantèlement et de la construction. Il s'agit de la deuxième visite d'inspection concernant ce chantier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL SOR ENERGIES
- Lieu-dit Plô du Millet 81110 Arfons
- Code AIOT : 0006809970
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sor Energies implanté au Plô du Millet sur la commune d'Arfons a bénéficié d'un permis de construire en date du 15 mai 2007. Il comprend 6 éoliennes de type ECO 80, d'une hauteur en bout de pale de 110 m et de puissance unitaire de 2 MW. Le parc a été mis en service le 3 octobre 2009.

Ce parc éolien a bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2024 pour procéder au renouvellement des éoliennes (6 éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pale de 125 m sont prévues).

Le parc éolien est actuellement en cours de construction.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I	Sans objet
2	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Planification et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.1	Sans objet
4	Périodes d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.2	Sans objet
5	Préparation du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.1	Sans objet
6	Circulation des engins	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.2	Sans objet
7	Création des fondations des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.4	Sans objet
8	Gestion des déblais/remblais	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.3	Sans objet
9	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.7	Sans objet
10	Moyens de lutte contre la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection. Le chantier est réalisé en conformité avec les prescriptions des arrêtés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2> I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : Sur OREOL, le renouvellement du parc a bien été réalisé : les dates des chantiers de démantèlement et de construction du nouveau parc ont bien été renseignées. Cependant, il est indiqué que la modification a été considérée comme substantielle, alors qu'elle doit être indiquée comme "notable". Il est demandé à l'exploitant de modifier cette information.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Il a été constaté lors de la visite que la voie d'accès est carrossable et entretenue dans un bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Planification et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.1
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contexte environnemental du projet, - les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, - le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, - le plan de circulation des engins, - les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, - la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) du chantier. Elle recense les enjeux du site et du chantier, ainsi que les mesures qui doivent être mises en œuvre. Elle recense aussi les modalités de suivi du chantier ainsi que les plans d'action environnementaux qui s'appliquent à toutes les entreprises intervenant sur le chantier.</p> <p>En complément, un livret d'accueil est fourni et présenté aux intervenants sur site et présente le plan de circulation des engins, le schéma d'intervention en cas de pollution accidentelle et les sensibilisations réalisées lors du chantier. Cette sensibilisation faite par le bureau d'étude présente les enjeux environnementaux et les zones interdites à la circulation. Cette sensibilisation est aussi fournie dans tous les contrats avec les intervenants extérieurs.</p> <p>La NRE n'a pas été mise à jour depuis le début du chantier, car aucun enjeu particulier n'a été mis en évidence. Des évolutions ont été tout de même faites pour intégrer les adresses et contacts des intervenants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Périodes d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesure de réduction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux de construction, au démantèlement des éoliennes (terrassament, excavation de terres sur site liés au décapage afin de permettre l'installation du parc éolien renouvelé, démantèlement des fondations pour la phase de démantèlement des éoliennes) sont interdits en phase de reproduction soit du 1er avril au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement (si nécessaire) sont interdits entre le 1er avril et le 31 juillet.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (y compris coulage des fondations, montage ou démontage des éoliennes, finition des excavations et remblaiements, finitions des tranchées pour les réseaux électriques) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées, en continuité des</p>

<p>opérations de libération des emprises et avec accompagnement d'un écologue.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le planning du chantier mis à jour a été transmis à l'inspection. Le début du chantier a eu lieu le 1er août et les défrichements ont eu lieu à cette période. Le démantèlement des fondations a démarré début novembre. Le coulage des fondations était prévue à partir de fin février, mais a été retardé en l'absence de l'accord des mairies pour la circulation des camions-toupiques. Le chantier a donc été retardé de 2 mois.</p> <p>A noter que toutes les éoliennes des 2 parcs d'Arfons sont gérées en même temps. Les 11 machines seront livrées en même temps.</p> <p>Enfin, les zones qui accueilleront les pales ont déjà été défrichées au début du chantier, durant les périodes autorisées. L'extension des plate-formes pour les pales a été réalisée. Le remblayage aura lieu après le coulage des fondations à partir des terres excavées sur site lors du chantier de démantèlement. Le dernier coulage des fondations est prévu pour le 3 juin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Préparation du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées ; - dans le périmètre des travaux les milieux humides et aquatiques non détruites sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ; - les ornières et flaques d'eau réalisées dans le cadre et le périmètre des travaux sont comblées. Ce comblement n'est réalisée qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé ; - des dispositions sont prises pour limiter l'accès du public au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ; - des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec le services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté sur site des panneaux d'interdiction et des barrières interdisant l'accès. Aucune zone humide ou ornière n'a été recensée sur le chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Circulation des engins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).</p> <p>La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p> <p>Par ailleurs, en cas d'utilisation d'engins de levage d'une hauteur supérieure à 80 mètres, l'exploitant met en place un balisage diurne et nocturne conforme à l'arrêté du 23 avril 2018 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le livret d'accueil transmis par l'exploitant indique les limitations prévues pour la circulation des engins.</p> <p>L'inspection a constaté que les engins sont stationnés conformément au plan de circulation et a relevé la présence d'un panneau de limitation à 30 km/h sur le chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Création des fondations des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude géotechnique a été transmise par l'exploitant et répond à la prescription.</p> <p>A noter que le sol de l'éolienne E4 présente des particularités et nécessite la réalisation de pieux, comme pour l'ancien parc. En effet la fondation est moins profonde. Le matelas de répartition devra avoir une portance suffisante, avant de pouvoir couler le béton de propreté, ce qui sera vérifié par le géotechnicien.</p> <p>L'exploitant a aussi transmis les attestations des fonds de fouille réalisées par le géotechnicien.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Gestion des déblais/remblais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.3</p>
--

Thème(s) : Autre, Phase de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au cours du chantier, les matériaux décapés sont réutilisés sur site en fonction de leur nature notamment pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Les terres végétales sont prioritairement réutilisées en fin de travaux pour la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés sont évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.</p> <p>Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 3.5.7 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier.</p> <p>Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>La NRE prévoit pour la gestion de déblais : "Respecter les zones de stockage des terres excavées conformément aux plans d'infrastructures (et qui évitent les zones écologiques sensibles sur la base des recommandations de l'écologue conformément à l'arrêté préfectoral) et implantées dans le périmètre du chantier. Cela permettra de maintenir au maximum le couvert végétal pour limiter les phénomènes de ruissellement et d'érosion.</p> <p>Stocker à une distance minimum de 2 m d'une haie ou d'un arbre isolé."</p> <p>Toutes les terres excavées sont restées sur site pour être réemployées autour des fondations. Les excédents sont stockés en cordon le long des plateformes, notamment autour de l'éolienne E11. Les matériaux des fondations ont été concassés sur site pour servir aux plateformes et sont stockés au niveau des futures éoliennes E10 et E3.</p> <p>Enfin, à noter que l'exploitant est attendu des derniers BSD qui correspondent à l'évacuation des turbines, du poste de livraison et de l'acier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.7
Thème(s) : Autre, Phase de travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier de porter à connaissance ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées. Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux et avant la mise en service du parc. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, au dossier de porter à connaissance (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la</p>

réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.
Constats : L'exploitant a transmis les comptes rendus de suivi du chantier réalisés par ARTIFEX. Ils synthétisent correctement les enjeux, les mesures prises et le suivi qui en a été réalisé. Ils indiquent aussi clairement les adaptations qui ont été faites au fur et à mesure du chantier face à des enjeux biodiversité, par exemple la présence de chiroptères dans le poste de livraison. L'exploitant indique qu'aucune découverte d'espèces protégées n'a été faite durant le chantier. A noter que l'écologue vient toutes les 3 à 5 semaines sur le chantier selon son évaluation des enjeux. Son prochain passage est prévu le 27 avril 2026. Son compte-rendu devra être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article II.3.4.5
Thème(s) : Autre, Mesure d'évitement
Prescription contrôlée : Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines : <ul style="list-style-type: none"> • stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site. • mise à disposition de kits anti-pollution ; • pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ; • mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; • stockage des déchets potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans les filières dûment autorisées ; • privilégier la mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plate-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux ; • interdiction d'écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ; • aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux sauf fossés d'infiltration prévus à cet effet.
Constats : L'exploitant a mis en place un système de lavage des toupies, avec vidange sur des bacs de rétention. La matière sèche est conservée dans des big bags puis évacuée. L'eau est traitée est réutilisée sur site. Aucune fuite de laitance n'a été observée Des kits anti-pollution sont présents dans les camions des chefs de chantier et dans la base vie.
Type de suites proposées : Sans suite